

Benziane annonce le maintien de l'enseignement en mode distanciel

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5426 - Vendredi 16 - Samedi 17 juillet 2021 - Prix : 10 DA

Covid-19 à Tizi Ouzou

Toutes les activités qui attirent du public interdites

Page 16

Abattage anarchique des moutons

Face à la recrudescence de la pandémie, appel à la vigilance pendant l'Aïd

Page 3

Normaliser le Liban quitte à affamer les Libanais ?

Par Mohamed Habili

Entre le président Michel Aoun, un allié du Hezbollah, et Saad Hariri, un anti-Hezbollah de conviction, c'était couru d'avance : rien de ce que voudrait ou proposerait l'un en vue de la formation d'un gouvernement dans le contexte actuel ne saurait convenir à l'autre. Ils ont fini par s'en faire une raison, mais au bout de neuf mois de tractations inutiles ; un échec dans lequel leurs équations personnelles ne sont probablement pour rien. Ils n'ont cessé pendant tout ce temps de s'attribuer réciproquement la responsabilité d'un échec dont ils savaient par avance qu'il était inéluctable. Jusqu'au bout ils se sont renvoyé le reproche d'inflexibilité, même après s'être décidés à arrêter les frais. Une seule chose aurait pu les forcer à continuer de faire comme si un accord était possible entre eux : un relèvement du système financier libanais aujourd'hui à terre, en lui accordant par les soins du FMI, d'un autre bord, les secours d'urgence dont il a besoin. Une issue qui justement ne pouvait se produire que si un gouvernement comme le voulait Hariri, c'est-à-dire un gouvernement de technocrates, sans confessionnalisme et sans minorité de blocage, voyait le jour.

Suite en page 3

La barre des 1 000 cas de contamination au Covid dépassée

L'Algérie confrontée à une sévère 3^e vague



La courbe des contaminations au Covid-19 poursuit son ascension. Le nombre de cas positifs reste au-dessus des 1 000 cas depuis jeudi, pour la première fois depuis le mois de novembre 2020, quand le pays était confronté à la deuxième vague du Covid-19. Les chiffres annoncés par le Comité scientifique montrent clairement que le pays fait face actuellement à une 3^e vague de contaminations.

Page 2

Dermatologie

Mise en garde contre une exposition prolongée au soleil

Page 4

ADE à Béjaïa

165 milliards de centimes de créances non recouvrés

Page 16

La barre des 1 000 cas de contamination au Covid dépassée

L'Algérie confrontée à une sévère 3^e vague

■ La courbe des contaminations au Covid-19 poursuit son ascension. Le nombre de cas positifs reste au-dessus des 1 100 cas depuis jeudi, pour la première fois depuis le mois de novembre 2020, quand le pays était confronté à la deuxième vague du Covid-19. Les chiffres annoncés par le Comité scientifique montrent clairement que le pays fait face actuellement à une 3^e vague de contaminations.

Par Louisa Ait Ramdane

La situation épidémiologique est en train de se dégrader, avec une hausse inquiétante des cas de contamination par le coronavirus et surtout l'apparition des variants dont le «Delta» considéré comme étant le plus dangereux et très contagieux. Cette flambée des contaminations survient à moins d'une semaine de l'Aïd-el-Adha qui sera célébré ce mardi, une période propice aux rassemblements familiaux. Le ministère de la Santé rappelle, à l'occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque. Le P Djamel Fourar, porte-parole du Comité scientifique en charge du suivi de la pandémie, sans évoquer la perspective d'un retour au confinement, exhorte les Algériens à limiter les visites familiales propices à la contamination et à observer rigoureusement les mesures barrières,

LPP à Alger Ouverture de l'opération de souscription à compter du 25 juillet

L'ENTREPRISE nationale de promotion immobilière (ENPI) a annoncé, jeudi, l'ouverture de l'opération de souscription pour bénéficier des logements promotionnels publics (LPP) selon les quotas disponibles dans plusieurs sites à Alger à compter du 25 juillet.

«L'Entreprise nationale de promotion immobilière appelle tous les citoyens, à travers le territoire national, désirant souscrire à la formule LPP à Alger, selon les quotas disponibles à la nouvelle ville "Sidi Abdellah" et la ville "Rahmania" à consulter le site web de l'entreprise www.enpi.dz à partir du 25 juillet en cours», a précisé l'ENPI sur sa page Facebook. Les sites de logements concernés par cette opération sont comme suit : «Sidi Abdellah» : 2 058 LPP, 1 200, Q12 LPP, Q12 et 1 000 LPP Q19 et «Rahmania» : 1 021 LPP, 108, Q18 LPP, Q18 et 1 200 LPP Q 24, précise la même source. Pour de plus amples informations, l'ENPI invite les intéressés à se rapprocher de ses services commerciaux auprès de la direction de projets d'Alger-Ouest «Ouled Fayet», conclut le communiqué.

Kamel L.



Ph.D. R.

notamment lors du rituel de l'égorgerement de l'agneau sacrificiel. Selon le spécialiste, les autorités feront appel à tous les moyens pour convaincre les citoyens de la nécessité de se faire vacciner, car le vaccin fait partie du dispositif de prévention, à côté des mesures barrières, explique-t-il à l'occasion du lancement de la campagne vaccinale en milieu étudiant.

En plus de la sensibilisation à la vaccination, Djamel Fourar évoque la possibilité d'adoption du pass sanitaire. «On arrivera à une période où l'entrée dans les lieux publics sera interdite aux personnes non vaccinées», a-t-il affirmé. Les Algériens sont donc appelés à faire le geste nécessaire pour briser la chaîne de contamination du virus, d'autant que la disponibilité du vaccin ne pose plus problème.

Les hôpitaux saturés

Avec la hausse fulgurante des cas de contamination, la pression sur les hôpitaux augmente, notamment dans les grandes villes. Aussi bien les lits d'hospitalisation que ceux de réanimation des hôpitaux sont saturés et le corps médical, aux premières lignes de la lutte contre la pandémie, est dépassé et épuisé. Le président du Syndicat national des praticiens de la santé publique (Snpsp), D' Lyes Merabet, a indiqué qu'actuellement les hôpitaux qui prennent en même temps d'autres pathologies reçoivent des malades atteints du Covid, mettant en garde contre le fait de «favoriser indirectement la contamination entre les différents services». Il a préconisé ainsi de «réorganiser un circuit indépendant de prise en charge des patients atteints du Covid-19 de façon à les séparer des autres pathologies». Le

Professeur a relevé également un manque de moyens de protection (masques, surblouses...) durant les périodes de pression. Invité de la rédaction de la Chaîne 3 de la Radio algérienne, il a insisté sur la charge de travail imposée au corps médical. «En plus d'être mobilisés pour la prise en charge de la pandémie, les professionnels de santé sont également sur un autre front : celui de réussir le défi de la vaccination». Selon lui, «la pression augmente également à ce niveau-là, car de plus en plus de citoyens sont convaincus par cet acte responsable, civique et patriotique».

Neuf médecins décédés du Covid-19 en une semaine

Le corps médical est durement frappé par le virus du Covid-19. Rien que pour les deux premières semaines du mois de juillet, quinze décès ont été enregistrés parmi le personnel de santé, dont 9 durant la dernière semaine, particulièrement dans les rangs du corps médical, alerte le D' Lyes Merabet.

Jusqu'à-là, le total s'élève à 340 professionnels de santé, dont 200 médecins, décédés du Covid-19, sur près de 20 000 contaminations depuis le début de la pandémie, a-t-il affirmé. Le président du Snpsp a rappelé que «les professionnels de santé sont mobilisés depuis février 2020, et que ça continue de manière récurrente à travers plusieurs vagues, une première puis une deuxième et maintenant une troisième vague qui est en train de faire des ravages, malheureusement avec beaucoup de pression sur les structures de santé» et que, par conséquent, «cette pression s'exerce directement

sur les professionnels du secteur». Le D' Merabet a affiché son inquiétude face à la liste des professionnels de santé qui succombent au virus, qui reste ouverte malheureusement, «et chaque jour s'y ajoutent de nouvelles victimes». Selon lui, pour préserver les professionnels de santé, il faut avant tout respecter les mesures barrières. «Il faut agir en amont. Le strict respect des protocoles sanitaires et des mesures barrières permettraient de casser la chaîne de transmission et, par conséquent, de réduire le nombre de cas et la charge virale au niveau des structures de santé, et ainsi limiter l'exposition des personnels de santé au virus», a-t-il dit.

La vaccination au ralenti

Les autorités misent sur la vaccination pour contenir la vague de contaminations. Lancée en janvier dernier, la campagne de vaccination en Algérie est loin d'atteindre les objectifs fixés par les autorités. Le directeur général de l'Institut Pasteur d'Algérie, D' Fawzi Derrar, a estimé que la vaccination a atteint un taux faible de 10 % seulement, ce qui ne permet pas de briser la chaîne de contamination et de faire face aux autres vagues.

Appelant les citoyens à l'impeccable de se faire vacciner, d'au-

tant que les vaccins sont disponibles actuellement, le même responsable dira que la vaccination constitue le seul moyen de prévention contre la propagation du variant «Delta», actuellement le plus répandu et le plus dangereux dans le monde. Une seule personne atteinte du variant peut contaminer 8 autres, contrairement aux autres variants, fera-t-il savoir. Cependant, un engouement en faveur de la vaccination commence à se faire ressentir ces derniers jours avec la hausse des cas de contamination. Les Algériens commencent à prendre conscience de la nécessité de se faire vacciner.

Concernant la disponibilité du vaccin, le ministère de la Santé réceptionnera prochainement près de trois millions de doses de vaccins anti-Covid-19 par mois, fera savoir le porte-parole du Comité de suivi de l'évolution de la pandémie de coronavirus, Djamel Fourar, dans une déclaration à l'APS, en marge du lancement d'une campagne de vaccination contre le coronavirus au profit des étudiants de la Faculté de médecine d'Alger. Le ministre de la Santé, Abderahmane Benbouzid, avait auparavant annoncé la réception de 4 millions de doses de vaccins courant juillet, dont 1 600 000 doses réceptionnées dimanche dernier et le reste 2 400 000 doses devaient arriver hier.

L. A. R.

Bilan des dernières 24 heures Virus : 1197 nouveaux cas et 15 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 15 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, deux cas de plus que le bilan d'hier (13), portant à 3 910 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une nouvelle hausse, avec 1197 cas, soit 88 cas de plus par rapport au bilan d'hier (1109), pour atteindre, au total, 151 103 cas confirmés.

R. N.

Abattage anarchique des moutons

Face à la recrudescence de la pandémie, appel à la vigilance pendant l'Aïd

■ L'Aïd El-Adha, qui sera fêté dans quelques jours, est souvent synonyme d'incivisme, d'insalubrité et de risques sanitaires d'autant plus importants cette année compte tenu du nombre, sans cesse en augmentation, des nouvelles contaminations au coronavirus.

Par Meriem Benchaouia

La situation qui est propice à la circulation du virus meurtrier peut s'aggraver. En effet, les conditions dans lesquelles se déroule le sacrifice du mouton posent parfois de sérieux problèmes de santé. Dès les premières heures de la matinée du premier jour, des milliers de moutons vont être sacrifiés à travers toute l'Algérie. Malheureusement, l'ambiance de fête est souvent gâchée par la prolifération des déchets des moutons. Une situation récurrente à chaque fête du sacrifice, les cités et quartiers se transforment en abattoirs collectifs ne respectant que rarement les règles sanitaires et d'hygiène, et ce, malgré les campagnes de sensibilisation du ministère de la Santé qui ne cessent d'appeler à redoubler de vigilance et à respecter les principales règles d'hygiène. Pourtant, dans le rite musulman, le sacrifice obéit à une prescription très précise qui prend en compte de nombreuses considérations sanitaires. Mais force est de constater qu'une grande partie des Algériens ne respecte pas ces prescriptions et recourt à un abattage très anarchique. Seul le civisme des citoyens peut faire régner la propreté pendant la fête, une fois le sacrifice accompli. A cet effet, le ministère de l'Environnement a appelé jeudi les citoyens, à quelques jours de l'Aïd el-Adha, à éviter l'abattage anarchique dans la rue, devant les immeubles et dans les lieux publics, afin de préserver l'environnement et parer les infections.



L'abattage anarchique dans les rues, devant les immeubles et dans les lieux publics, pollue l'environnement et infecte les viandes en raison de la poussière, le sol et les transmetteurs de maladies qui pourraient favoriser la prolifération de quelque 300 maladies, a mis en garde le ministère dans un communiqué. Le ministère souligne, à ce propos, la nécessité de prendre des précautions afin d'éviter la contamination des maladies transmissibles entre l'être humain et l'animal dans les marchés de bétail, les fermes et les points de rassemblement de bétail, notamment avec la chaleur. A cet effet, il recommande aux citoyens de porter des gants, des masques, des visières, de se laver les mains

avec de l'eau et du savon après chaque contact avec le cheptel. Les marchés du bétail constituent des espaces propices pour la transmission des épidémies de l'animal à l'Homme, à travers le contact direct avec les cheptels contaminés, outre les insectes et les puces, rappelle le communiqué qui insiste sur le respect des points de vente afin de limiter l'ampleur de la pollution. Et de souligner l'importance d'égorger les bêtes dans les abattoirs agréés et contrôlés par les vétérinaires, afin de s'assurer de l'examen du cheptel avant et après l'égorgement et de ne pas recourir aux bouchers ambulants qui ne respectent pas les normes d'hygiène. Le ministère de l'Environnement a rappelé la nécessité de se débarrasser des déchets résultant du sacrifice du

mouton en observant les règles d'hygiène de mise, c'est-à-dire en plaçant ces résidus dans des sacs étanches avant de les jeter dans les lieux réservés à cet effet. En sus de polluer l'environnement, le jet anarchique des déchets pèse sur les agents d'hygiène qui seront obligés de prolonger les heures de travail le jour de l'Aïd, a ajouté le communiqué, recommandant, dans ce sens, de respecter les horaires de collecte des ordures et de collaborer avec les agents d'hygiène. Par ailleurs, le ministère invite la société civile à œuvrer pour la sensibilisation, l'orientation et l'encadrement des citoyens avant, durant et après l'Aïd el-Adha, à travers les campagnes de sensibilisation, a conclu le communiqué.

M. B.

Prochaine rentrée universitaire

Benziane annonce le maintien de l'enseignement en mode distanciel

«Compte tenu de la situation sanitaire que traverse le pays en raison de la pandémie de Covid-19, il a été procédé à l'adoption d'une série de mesures visant à assurer le succès de la prochaine rentrée universitaire 2021/2022 à travers, notamment, le renforcement du système numérique d'inscriptions et la publication d'une circulaire relative à l'orientation des nouveaux bacheliers ainsi que le maintien de l'enseignement en modes présentiel et distanciel», a indiqué le ministre de l'Enseignement supérieur.

S'exprimant lors de l'ouverture d'une conférence nationale des universités, Abdelbaki Benziane a indiqué que «cette circulaire, qui a fait l'objet d'un enrichissement au niveau de l'administration centrale et de larges consultations au sein des établissements de l'Enseignement supérieur, a connu quelques

amendements concernant notamment les conditions pédagogiques d'accès à certaines spécialités, afin de satisfaire les vœux des étudiants et de leurs parents, et ce, en calculant une moyenne pondérée prenant en compte la moyenne du Bac et les notes des matières essentielles obtenues dans la filière». Le ministre a ajouté qu'«il a été procédé au maintien de l'orientation sur la base de 6 choix au minimum et 10 au maximum, et certaines notes de matières essentielles obtenues dans la filière», outre «le maintien de l'enseignement en modes présentiel et distanciel». Cette rentrée verra également «l'entrée en service du projet du pôle technologique de Sidi Abdallah, à travers le lancement des deux écoles nationales supérieures des Mathématiques et de l'Intelligence industrielle, en attendant la finalisation des autres projets inhérents au pôle équipe-

ments, structures d'œuvres universitaires...» et la mise en place d'un cadre juridique adapté aux spécificités et modalités de gestion du projet», a ajouté le ministre. Benziane a donné des instructions aux directeurs des œuvres universitaires pour la réhabilitation des structures endommagées et la mobilisation de tous les moyens pour le transfert des étudiants vers d'autres cités, outre la dotation des nouvelles cités universitaires en équipements nécessaires en prévision de la prochaine rentrée et la maintenance des réseaux d'eau et de chauffage. Il a également appelé à la mobilisation de tous les acteurs pour relever le défi face à cette situation inédite, invitant à assurer tous les moyens nécessaires pour l'application du protocole sanitaire de prévention en vue de la prochaine rentrée. Concernant la clôture de l'année universitaire en cours, Benziane

a fait savoir que la majorité des établissements universitaires ont procédé aux délibérations de fin d'année, tandis que d'autres devraient les achever à la fin du mois de juillet, ajoutant que d'autres établissements ont préféré reporter la clôture de l'année universitaire à septembre prochain. En outre, lors de cette conférence, le ministre de l'Enseignement supérieur a présenté les plus importants axes du plan d'action de son département pour la période à venir, notamment la révision de la carte des formations universitaires avec l'objectif d'asseoir une cohésion entre les offres de formation et leur répartition sur les établissements d'enseignement supérieur et les pôles d'excellence, outre la refonte des programmes de formation afin qu'ils répondent aux besoins du secteur socio-économique.

Thinhinene Khouchi

LA QUESTION DU JOUR

Normaliser le Liban quitte à affamer les Libanais ?

Suite de la page une

La France, en accord avec les Etats-Unis et l'Arabie saoudite, et partant avec tout ce qui a voix au chapitre dans ces questions dans le monde, ont conditionné cette aide à la formation d'un gouvernement sur lequel la classe politique, entendez le Hezbollah, n'aurait aucune prise. La détérioration continue des conditions de vie des Libanais, et le désordre susceptible d'en découler, leur avaient semblé de nature à abattre les oppositions au projet visant à normaliser le Liban. Normaliser le Liban, c'est bien sûr obtenir le désarmement du Hezbollah, une réalisation recherchée tant par ses adversaires politiques internes que par des Etats de la région, Israël et Arabie saoudite notamment. Une occasion se présente de mettre en échec le confessionnalisme, ou plus exactement le multi-confessionnalisme libanais, qui certes n'est pas celle qu'on voudrait mettre à profit si on avait le choix, mais qu'il serait d'autant plus impardonnable de laisser passer qu'il n'est pas dit qu'elle se renouvellerait. Le régime que les amis du Liban lui imposent depuis maintenant plusieurs mois est celui qui consiste à rendre très difficile, et au besoin impossible, la vie des Libanais. Il y a eu une première grande explosion, celle du port de Beyrouth, qui elle s'est produite toute seule, conséquence de l'incurie ordinaire, mais voilà, elle ne suffit pas. Il faudrait qu'une autre survienne : la rébellion de tout un peuple contre une classe politique à la réputation de corruption bien établie, n'est-ce pas ? Alors seulement, c'en serait fini du Hezbollah, à la fois un parti politique et une armée à même de donner du fil à retordre à la plus grande force militaire de la région, Israël. Dès à présent, les Libanais manquent à peu près de tout : d'électricité, de carburant, de médicaments, d'argent, etc. Toutes choses nécessaires pour une vie un tant soit peu décente. Or apparemment il en faut plus pour faire céder Michel Aoun, pour l'amener par exemple à accepter sans changement la liste des ministres dressée par Saad Hariri. Faudrait-il donc recourir à l'arme de la famine pour venir à bout de sa résistance ? Comme déjà plus de la moitié de la population est tombée dans la pauvreté, que bien des familles n'envoient plus leurs enfants à l'école mais au travail, que les mineurs sont mariées pour qu'il y ait moins de bouches à nourrir, le fait est qu'on n'en est pas loin désormais. Mais demain, si l'épidémie de famine se déclarait pour de bon, à côté de celle déjà à l'œuvre, que ferait Aoun, lui qui vient de se passer des services de Saad Hariri ? Laisserait-il aux amis du Liban un choix autre que celui de déclencher la famine ?

M. H.

Dermatologie

Mise en garde contre une exposition prolongée au soleil

■ De spécialistes en dermatologie ont mis en garde, jeudi à Alger, contre une exposition prolongée au soleil, pouvant causer des dommages irréversibles à la santé, à court, moyen et long terme.

Par Hocine N.

Une exposition prolongée au soleil, notamment entre 11h du matin et 15h de l'après-midi, à une température très élevée, peut entraîner de graves séquelles à court terme (brûlures de la peau), à moyen terme (pigmentation et vieillisse-

Médias/Quotidien «El Moudjahid»
Mohamed Koursi installé dans ses fonctions de DG

M. Mohamed Koursi a été installé jeudi dans ses nouvelles fonctions de directeur général du quotidien «El Moudjahid», en remplacement de M. Larbi Timizar, en poste depuis novembre 2019, a-t-on appris auprès de ce journal.

M. Koursi a entamé sa carrière professionnelle en 1986 en tant que rédacteur de presse, puis comme journaliste spécialisé à partir de 1988.

Au début des années 1990, il était déjà grand reporter et chef de rubrique avant d'être promu au rang d'éditorialiste-chroniqueur en 2012. De 2015 à 2018, M. Koursi a occupé le poste de directeur de la rédaction d'«El Moudjahid».

Le nouveau DG d'«El Moudjahid», né le 14 juillet 1957, est connu également dans le milieu universitaire en qualité d'enseignant-associé dans trois universités du pays, notamment Oran, Mostaganem et Sidi Bel-Abbès.

Après avoir pris ses nouvelles fonctions, M. Koursi a déclaré que sa mission à la tête d'«El Moudjahid» consistait à faire de ce journal «un quotidien de référence», tout en insistant sur une «information de qualité».

«Mon vœu le plus cher est que les médias, d'une manière générale et tous secteurs confondus, soient porteurs d'une vision de ce qui est l'Algérie et de ce qu'elle veut être», a-t-il souligné.

R. N.

ment de la peau) et à long terme (cancer), a fait savoir D' Hocine Saheb, dermatologue de la wilaya de Tizi Ouzou, lors d'une journée d'étude sur la sécheresse de la peau et ses conséquences.

Dans ce cadre, le spécialiste recommande de boire beaucoup d'eau et d'hydrater la peau avec des crèmes, en renouvelant l'opération chaque heure.

Pour ce qui est des enfants, D' Saheb préconise de leur assurer une protection solaire et d'éviter de les exposer au soleil.

Pour lui, il existe deux types d'hydratation, la première étant fixe et la seconde ne se fait qu'en buvant de l'eau qui s'évapore lors des activités quotidiennes de la personne, rappelant que la peau est exposée à divers dommages environnementaux externes, telle l'exposition aux produits chimiques et à la pollution, et d'autres internes comme les changements hormonaux chez l'Homme, en sus de diverses infections, ce qui nécessite sa protection continue à travers l'uti-

lisation de nouvelles techniques et la fourniture de vitamines et de principes actifs.

De son côté, D' Mammam Khalifa, spécialiste en médecine esthétique de la wilaya de Mostaganem, a estimé que l'hydratation cutanée «est très importante, que ce soit lorsque la peau est exposée à des maladies ou après avoir atteint un certain âge». Pour le premier cas, a-t-il dit, les spécialistes recommandent un traitement, tandis que le second cas appelle à une prévention du vieillissement cutané prématuré et au maintien d'un teint éclatant.

Et de rappeler, à ce propos, l'utilisation de plusieurs techniques modernes à travers l'introduction des principes actifs qui touchent l'ensemble des couches de la peau en profondeur, contrairement au recours à de diverses pommades qui protègent la peau et la couche externe uniquement.

Pour sa part, la spécialiste de l'utilisation de la technologie LED, D' Dalila Waii, a évoqué le



PHD. R.

relâchement de la peau et le traitement des cicatrices sans recours à la chirurgie, mettant en garde les jeunes contre le recours à un régime sans un avis médical, qui entraîne une perte de poids, en laissant des effets désastreux sur la santé de l'homme. Elle a également rappelé le

traitement par la technologie «LED» qui a donné des résultats satisfaisants pour la réduction des cicatrices après l'intervention chirurgicale, notamment chez les personnes ayant subi de graves brûlures ou été atteintes d'un cancer après la radiothérapie.

H. N.

Conservation du patrimoine

La société civile foncièrement rassurée par le wali

Suite à des opérations de relogement intervenues à Tigditt cette dernière semaine, il y a eu quelques quiproquos sur les démolitions de l'habitat précaire. Par conséquent, ces opérations ont occasionné quelques préoccupations de la société civile, surtout les associations qui œuvrent pour la conservation du patrimoine culturel et historique. Le wali, Aissa Boulahya, comme à l'accoutumée, a reçu dans son cabinet, ce jeudi 15 juillet 2021, les représentants d'un collectif d'associations afin d'échanger avec eux pour apporter des éclairages sur les décisions de démolitions et sur la préservation de tout ce qui a une valeur patrimoniale historique, religieuse ou culturelle. A cette rencontre ont assisté le président de l'APC de Mostaganem,

le directeur de la Culture et des Arts et la directrice de l'Urbanisme. Pour rappel, ce collectif regroupe plusieurs associations de Mostaganem qui se sont distinguées par le travail qu'elle ont mené pour la préservation du patrimoine, depuis les premières démolitions encourues au Derby et à Tobbana. Pour le cas de Tigditt, un des présidents d'association présent à survolé, pour l'attention du wali, les causes profondes de l'imbroglio et de l'éternel recommencement de relogement par des pratiques répulsives. Ce dernier a surtout mis en exergue l'absence de l'autorité de l'Etat par l'absence de ses structures dans ce faubourg. En effet, le wali a longtemps écouté les explications qui consistaient à conserver sur les trois médinas (Derby, Tobbana et

Tigditt) le socle de la cohésion sociale et éviter que le secteur sauvegardé ne soit démolit. Pour plus de transparences, les défenseurs du patrimoine ont souhaité l'implication de l'Agence nationale des secteurs sauvegardés et le ministère de la Culture. D'autre part, ce vœu c'est justement pour faire bouger les lignes du projet de sauvegardes dudit patrimoine. Après des échanges très constructifs, le wali a rassuré en expliquant que les démolitions ne sont pas exécutées systématiquement, car elles se sont faites suite à une étude technique et qu'aucune structure à valeur patrimoniale n'a été touchée. Il ajoutera que le wali est le premier garant mais aussi celui qui doit démolir l'habitat précaire et reloger, évitant ainsi des drames et des pertes

humaines. D'autre part, il a affirmé sa volonté à accompagner le projet de la sauvegarde du patrimoine et veillera personnellement à le valoriser. Au circuit touristique proposé par le collectif, le wali a affiché sa satisfaction et s'est montré disposé à le consolider. Aussi, le premier responsable s'est engagé à œuvrer pour fixer les règles générales de la conservation des sites historiques et culturels de la ville. Finalement, cet échange est déjà une base rassurante pour redynamiser le projet du secteur sauvegardé. Afin de garantir la continuité dans la communication et la coordination qui permettent de mener à bien cette action, le wali a désigné M. Merouani, directeur de la Culture, comme coordinateur.

Lotfi Abdelmadjid

Prétendu "droit à l'autodétermination du peuple kabyle"

L'Algérie condamne le soutien d'une représentation marocaine

Le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger a condamné «énergiquement», dans une déclaration vendredi, «une dérive particulièrement dangereuse» de la représentation diplomatique marocaine à New York, qui a distribué, récemment, au pays membres du Mouvement des Non-Alignés une note officielle dont laquelle le Maroc soutient publiquement et explicitement un prétendu «droit à l'autodétermination du peuple kabyle». «La représentation diplomatique

marocaine à New York a fait distribuer à tous les pays membres du Mouvement des Non-Alignés une note officielle dont le contenu consacre formellement l'engagement du Royaume du Maroc dans une campagne hostile à l'Algérie, à travers un soutien public et explicite à un prétendu «droit à l'autodétermination du peuple kabyle» qui, selon ladite note, subirait «la plus longue occupation étrangère». Cette double assertion vaut reconnaissance de culpabilité en ce qui concerne le soutien maro-

cain multiforme actuellement accordé à un groupe terroriste connu, comme cela a été le cas du soutien aux groupes terroristes qui ont ensanglanté l'Algérie durant la «décennie noire», lit-on dans la même déclaration. Et d'ajouter «cette communication diplomatique marocaine est aventuriste, irresponsable et manipulatrice. Elle relève d'une tentative à courte vue, simpliste et vaine, destinée à cultiver un amalgame outrancier entre une question de décolonisation dûment reconnue

comme telle par la communauté internationale et ce qui n'est qu'un complot dirigé contre l'unité de la nation algérienne». «Cette même communication heurte frontalement les principes et les accords qui structurent et inspirent les relations algéro-marocaines. Elle constitue une violation flagrante du droit international et de l'Acte Constitutif de l'Union Africaine», insiste-t-on dans le même texte.

«L'Algérie condamne énergiquement cette dérive particulièrement dangereuse, y compris

pour le Royaume du Maroc lui-même dans ses frontières internationalement reconnues», affirme le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. «Dans la situation ainsi créée par un acte diplomatique douteux commis par un ambassadeur, l'Algérie, République souveraine et indivisible, est en droit d'attendre une clarification de la position définitive du Royaume du Maroc sur cet incident d'une gravité extrême», souligne-t-on.

R. N.

Pétrole

L'Opep prévoit une hausse de la demande jusqu'en 2022

■ L'Opep voit la demande mondiale de pétrole continuer à s'accroître au moins jusqu'en 2022, selon son rapport mensuel publié jeudi. La demande devrait croître cette année de 6 millions de barils par jour (mb/j), pour atteindre en moyenne 96,6 mb/j, estime l'Organisation, confirmant ses précédentes prévisions.



Par Farid M.

Pour 2022, l'Opep anticipe une hausse supplémentaire de 3,3 mb/j, à quelque 99,86 millions de barils chaque jour, la barre des 100 millions étant même franchie au cours du second semestre. Ce boom devrait être alimenté par les pays non-Ocde, la Chine et l'Inde dépassant leurs niveaux de consommation d'avant-Covid, qu'il s'agisse de carburants pour le transport ou de besoins industriels (pétrochimie). Pour ce qui est de l'offre, du côté des pays producteurs non membres de l'Organisation, elle devrait croître de 2,1 mb/j en 2022, venue des Etats-Unis, du

Canada, de Norvège ou du Brésil. Mais leur investissement «amont», dans l'extraction et l'exploration, ne devrait pas connaître une croissance marquée, loin en tout cas de l'année 2013, note le rapport. Quant à la production de brut de l'Opep, elle a crû en juin de 590 000 b/j par rapport à mai, à quelque 26,03 mb/j, selon des sources secondaires (indirectes) citées dans le rapport. Au 2e trimestre, la production de brut de l'Opep a atteint en moyenne 25,5 mb/j, soit 1,6 million de moins que la demande, toujours selon des sources indirectes. Pour 2021, les prévisions de demande pour le brut de l'Opep sont à 27,7 mb/j, environ 5 mb/j de plus

qu'en 2020. Pour 2022, cette demande serait à 28,7 mb/j. Après avoir l'an dernier restreint sa production pour soutenir les cours pendant la crise, l'Opep est désormais décidée à desserrer le robinet. Mais début juillet, les treize membres de l'Organisation et leurs dix alliés (Opep+) se sont séparés sans accord sur leurs niveaux de production à compter du mois d'août. Des concertations se déroulent depuis en coulisse, suivies avec attention par les marchés.

Le Sahara Blend algérien s'est apprécié de 4,5 dollars en juin

Les cours du Sahara Blend, le brut de référence algérien, ont progressé de 4,5 dollars en juin dernier, grâce notamment à la hausse de la demande sur les marchés internationaux, a indiqué l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) dans son dernier rapport mensuel publié jeudi.

La moyenne mensuelle des prix du brut algérien est passée de 67,81 dollars/baril en mai dernier à 72,31 dollars en juin, soit une hausse de 6,6 %, selon la même source.

Le prix du brut algérien est établi en fonction des cours du Brent, brut de référence de la mer du Nord, côté sur le marché de Londres avec une prime additionnelle pour ses qualités physico-chimiques appréciées par les raffineurs.

La hausse du Sahara Blend intervient dans un contexte d'évolution positive générale des prix au marché pétrolier mondial en juin. Le prix moyen du panier de l'Opep a augmenté de 4,98 dollars (+7,4 %) par rapport au mois de mai, pour s'établir à 71,89 dollars/baril. Il s'agit du niveau le plus élevé depuis octobre 2018 pour le panier de l'Opep.

Selon le rapport, les investisseurs ont affiché davantage d'optimisme quant aux perspectives de reprise de la demande pétrolière dans un contexte d'anticipation d'un marché mondial plus tendu au cours du 2e

semestre 2021.

Le rapport de l'Opep indique, par ailleurs, que la production de l'Algérie en juin a atteint 901 000 barils par jour (Mb/j), soit une légère hausse de 10 000 barils par rapport la production moyenne de mai (891 000 Mb/j). Pour leur part, les pays de l'Opep ont produit 26,034 Mb/j en juin, contre 24,448 Mb/j en mai, en hausse de 586 000 baril/jour, selon des sources secondaires.

F. M.

Projet de production de polypropylène à Arzew Les études d'engineering à 86 %

LE TAUX d'avancement des études d'engineering du projet pétrochimique de production de polypropylène devant être implanté dans la zone industrielle d'Arzew (Oran) a atteint les 86 %, a indiqué, jeudi, un communiqué du Groupe Sonatrach. «Dans le cadre du suivi de la réalisation des projets lancés par son Groupe pour la modernisation des opérations, la gestion des ressources et la réalisation des projets, le président-directeur général de Sonatrach, Toufik Hakkar, a effectué une visite d'inspection aux ateliers supervisant le lancement du système d'information intégré et des systèmes de transformation RH à la wilaya d'Oran», précise Sonatrach dans un communiqué posté sur sa page Facebook.

Près de 250 cadres ont pris part au premier projet et 280 autres au deuxième qui constituent «l'élite du Groupe», ajoute le communiqué.

A cette occasion, M. Hakkar s'est enquis de l'avancement des études d'engineering du projet pétrochimique pour la production de polypropylène devant être implanté au niveau de la zone industrielle d'Arzew et dont le taux d'avancement a atteint les 86 %.

A. O.

Importation de marchandises

Rezig ordonne la prise en charge totale des préoccupations des opérateurs économiques

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a ordonné, jeudi à Alger, la prise en charge totale des préoccupations des opérateurs économiques, notamment en matière d'importation de marchandises destinées à la revente en l'état, et ce, dans le cadre de la mise en œuvre du décret exécutif visant la régulation et l'organisation des activités

d'importation, a indiqué un communiqué du ministère. Présidant une réunion de coordination avec les cadres centraux du ministère et le directeur général du Centre national du registre du commerce consacrée au suivi de l'état de mise en œuvre du décret exécutif fixant les modalités d'exercice des activités d'importation de marchandises destinées à la revente en l'état, M. Rezig a

ordonné la prise en charge totale des préoccupations des opérateurs économiques, notamment en matière d'importation de marchandises destinées à la revente en l'état, selon la même source. Lors de cette réunion, tenue au siège du ministère, M. Rezig a donné des instructions aux directeurs pour la prise en charge totale des préoccupations des opérateurs économiques, en coordina-

tion avec les secteurs ministériels concernés, dans le cadre de la mise en œuvre du décret exécutif visant la régulation et l'organisation des activités d'importation de marchandises destinées à la revente en l'état, et ce, en application de la stratégie du secteur visant à orienter les activités des importateurs vers la production locale et l'exportation, a précisé le communiqué.

Samia Y.

Remboursement des dettes des entreprises en difficulté 369 dossiers supplémentaires acceptés

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (Anade, ex-Ansej) a accepté 369 dossiers supplémentaires en vue du remboursement des dettes des entreprises en difficulté, a indiqué, jeudi, un communiqué du ministère délégué chargé des Micro-entreprises, affirmant la poursuite de l'opération jusqu'à l'examen de toutes les demandes. «En application des axes de la nouvelle stratégie mise en place pour la relance du dispositif Anade et la prise en

charge des micro-entreprises en difficulté à travers le remboursement de leurs dettes ou la relance de leurs activités, selon le cas, une 13^e séance de travail de la Commission de garantie, composée de représentants du Fonds de caution mutuelle de garantie risques/crédits jeunes prometteurs et de l'Anade et chargée de l'examen de ces dossiers, a été tenue jeudi», a précisé la même source. Lors de cette séance, tenue au siège de l'Anade, il a été procédé à l'examen de

399 dossiers objet de report, présentés par les représentants des banques, débouchant sur la validation de 369 dossiers pour le remboursement de plus de 58 milliards de centimes, a ajouté la même source. La séance a été marquée par le report pour réexamen du traitement de 15 dossiers relatifs à des entreprises en activité qui seront accompagnées par l'Anade à travers le rééchelonnement de leurs dettes, à la faveur de plans de charge pour la relance de leurs activités dans

le cadre des conventions signées, selon le communiqué. La même source a également fait état de la régularisation définitive de 15 dossiers par des propriétaires de micro-entreprises, à travers le paiement de leurs créances auprès des banques et de l'Agence dont aucun dossier n'a été renvoyé aux banques. Ainsi, le nombre global des micro-entreprises en difficulté, dont les dossiers ont été examinés lors des 13 séances, s'élève à 6 425 dossiers, a conclu le communiqué.

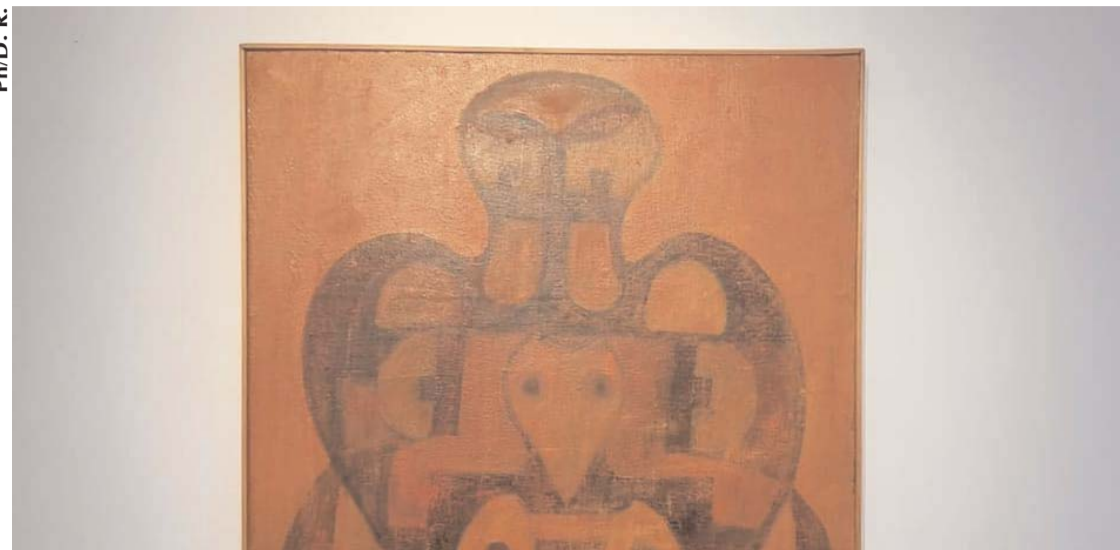
N. T.

Nouvelle exposition de Rezki Zérarti

L'artiste peintre dévoile ses dernières œuvres

■ Les dernières œuvres de l'artiste peintre Rezki Zérarti sont exposées au public algérois jusqu'au 26 juillet. Elles sont réalisées dans un registre semi-figuratif, créant ses propres symboles et s'inspirant franchement de l'art et des masques du continent africain, tout en gardant une forte présence de la perfection des formes et de la symétrie géométriques.

PH/D. R.



Par Adéla S.

Organisée par la galerie d'art «Al Marhoon Gallery», dans un hôtel de la banlieue Est de la capitale, cette exposition intitulée «Rezki Zérarti, toujours de retour», comporte une trentaine de toiles, réalisées pour la majorité entre 2012 et 2021, et qui proposent une autre interprétation du cubisme à travers un prisme africain et des formes plus régulières. Dans ses œuvres, la femme, source de

douceur, mère de famille responsable et axe principal autour duquel s'organise la vie, est omniprésente et évoque souvent le sacrifice et le don de soi.

Les toiles «Le don», «La tendre», «La femme responsable», «La force équilibrée» ou encore «Le fardeau de la femme», représentent ces notions avec des visages de femmes, des courbes et des formes géométriques généralement dans une palette de couleurs de terre. Dans d'autres œuvres comme «L'association»,

«L'intérêt commun», «S'aider l'un l'autre» ou encore «Le renforcement», Rezki Zérarti évoque l'entraide et l'importance du travail communautaire et associatif à travers des assemblages et des enchevêtrements de formes humaines ou géométriques formant un tout cohérent et solide.

Le plasticien a également dédié deux toiles à l'histoire de l'Algérie, intitulées «Le colonialisme en Afrique» et «L'Indépendance».

Le choix des couleurs par l'artiste est très souvent dominé par

les couleurs terre, à l'exception de quelques œuvres plus recherchées où le bleu, symbole de sérénité, est exploité.

«Al Marhoon Gallery» propose également «L'œil de Houria», une œuvre de l'artiste datant de 1968, réalisée à l'huile sur un support en bois dans une parfaite symétrie. S'il a fait partie du mouvement «Aoucham», Rezki Zérarti se démarque cependant de ce dernier en se refusant d'exploiter les symboles berbères et l'alphabet Tifinagh comme matière première et exploite son imaginaire et ses inspirations pour créer ses propres symboles.

Né le 24 juillet 1938 dans la région de Taourga, près de Dellys, Rezki Zérarti a quitté Alger pour la France à un jeune âge. Il décide de prendre des cours de dessin et de peinture à Aix en Provence, alors qu'il est maçon.

Il revient en 1962 et s'établit à Alger où il fait la connaissance du poète Jean Sénac qui a préféré sa première exposition personnelle présentée en 1964.

Membre de l'Union nationale des artistes peintres (Unap), il participe à ses salons de 1967 à 1971, puis aux manifestations

organisées par le groupe «Aoucham» qui rassemble une dizaine d'artistes, poètes et peintres, autour de Baya, Denis Martinez ou encore Choukri Mesli.

Après une absence d'une vingtaine d'années, Rezki Zérarti revient vers l'art et expose en 1999 à Alger puis en 2003 au musée de Boussaâda. Il obtient la même année le 1^{er} Prix au concours organisé par la Fondation Asselah.

Ses œuvres sont dans des collections privées en Algérie et en France ainsi qu'au Musée national des beaux-arts d'Alger.

L'exposition «Rezki Zérarti, toujours de retour» est ouverte au public jusqu'au 26 juillet.

A. S.

Musée Dafen Art de Chine Une toile de Hamza Bounoua intègre la collection

Une toile du plasticien algérien Hamza Bounoua a intégré récemment la collection du Dafen Art Museum, dans la province chinoise de Shenzhen, après sa participation à la deuxième Biennale de peinture à l'huile organisée dans cette ville en 2020. L'œuvre intitulée «Reformat 4» a d'abord été sélectionnée pour prendre part à la deuxième Biennale de peinture à l'huile organisée en novembre 2020 sous le thème «Domicile et coexistence» qui a connu la participation de 275 œuvres en provenance de 61 pays. «Reformat 4» est une toile contemporaine de 150 par 122 cm qui donne une nouvelle dimension à la calligraphie et au symbole. Issue d'une collection conçue pendant la période de confinement imposée par la pandémie de Covid-19, cette œuvre est une méditation sur la distanciation sociale, ses effets et le rôle de la technologie dans cette période. Diplômé de l'Ecole supérieure des beaux-arts d'Alger, Hamza Bounoua est connu pour l'utilisation de la calligraphie arabe dans des contextes symboliques et esthétiques, alliant authenticité et modernité, ce qui donne souvent à ses œuvres des significations abstraites. L'artiste a exposé dans plusieurs pays, dont le Koweït, le Brésil, le Canada, la Bosnie, le Qatar. Plusieurs fois primé, il a reçu en 2001 le prix des Arts méditerranéens à Marseille (France) et le prix du Congrès international des arts euro-algériens à Bruxelles la même année. En septembre 2021, Hamza Bounoua inaugure la «Diwaniya Art Gallery» avec l'ambition de représenter l'art algérien et des artistes étrangers dans différents événements d'envergure et d'offrir à ces derniers une vitrine professionnelle sur la scène artistique internationale.

M. K.

Concours national sur les droits de l'enfant

Les lauréats distingués à Alger

Des enfants, parmi les 50 lauréats de la 2^e édition du Concours national sur les droits de l'enfant, ont été distingués, jeudi à Alger, à l'occasion de la Journée nationale de l'enfance, célébrée le 15 juillet.

Ouverte en juin dernier aux enfants âgés entre 5 et 18 ans, l'édition 2021 de ce concours destiné à encourager la création à travers le dessin, le chant et le conte, a vu la participation de «2 000 postulants» issus de toute l'Algérie.

Présente à la cérémonie, la Déléguée nationale à la promotion et la protection de l'enfance, Meriem Cherfi, a réitéré l'engagement de l'Organe national de la protection et de la promotion de l'enfance (Onppe) à exécuter les missions qui lui sont attribuées, à savoir la protection et la promotion des droits des enfants.

Pour sa part, le Représentant du Fonds des Nations unies pour l'enfance en Algérie, Isselmou Boukhary, a relevé

«l'engagement» de l'agence onusienne à traduire sur le terrain tous les textes réglementaires relatifs à la protection de l'enfance.

L'Unicef, a-t-il ajouté, œuvre à «accompagner les enfants et à valoriser leurs créations» à travers des concours dans les domaines des arts et de la culture.

Des écrivains spécialisés dans la littérature pour enfants, dessinateurs, conteurs et auteurs, comptaient parmi le jury

qui a eu à évaluer les travaux des candidats.

Membre du jury, l'écrivaine et auteure de livres pour enfants, Nahla-Souad Fekhar, a salué la «qualité» des travaux soumis au concours, relevant, à ce propos, un niveau «excellent» de la plupart des candidatures. Elle a noté, d'autre part, une «créativité particulière chez les filles» qui, a-t-elle attesté, ont «excellé» dans la poésie et la nouvelle".

F. H.

Mécénat

Jeff Bezos donne 200 millions de dollars à une institution culturelle américaine

Jeff Bezos, riche fondateur d'Amazon et de Blue Origin, va offrir 200 millions de dollars à la Smithsonian Institution, un don record pour cet emblématique complexe de musées américains, qui l'a annoncé dans un communiqué mercredi.

Sur cette donation record, 70 millions contribueront à la rénovation du musée national de l'air et de l'espace. Jeff Bezos, présent sur le marché du tourisme spatial avec Blue Origin, s'envolera dans l'espace à bord d'une fusée développée par son entreprise le 20 juillet.

130 millions de dollars seront

consacrés au lancement d'un nouveau centre d'apprentissage nommé en l'honneur de cet entrepreneur, homme le plus riche du monde. Le Centre d'apprentissage Jeff Bezos se tiendra en plein cœur de Washington, et proposera des programmes et des activités visant à inviter les élèves à s'intéresser aux sciences, à la technologie, l'ingénierie, aux arts ou aux mathématiques. «Depuis sa création, la Smithsonian a bénéficié à la fois de financements fédéraux et de la générosité de donateurs visionnaires», a déclaré Lonnie Bunch, secrétaire du Smithsonian.

La célèbre institution culturel-

le de Washington, fondée en 1846, gère notamment des musées, des centres de recherche et un zoo. Elle se t a r g u e d'être le plus grand complexe de musées, d'éducation et de recherche du monde.

«La Smithsonian joue un rôle essentiel pour éveiller l'imagination de nos futurs bâtisseurs et rêveurs», a ajouté Jeff Bezos.

«Chaque enfant naît avec un grand potentiel, et c'est l'inspiration qui débloque ce potentiel. Mon histoire d'amour avec la science, l'invention et l'espace a fait cela pour moi, et j'espère que ce don le fera pour d'autres».

R. D.



Europe

Le bilan des intempéries grimpe à près de 100 morts

■ Le bilan des intempéries dévastatrices en Europe a grimpé hier matin à 96 morts, la plupart en Allemagne, où les secours continuent en outre à rechercher de nombreuses personnes portées disparues.

Par Mourad M.

Il s'agit de la pire catastrophe naturelle qu'a connue de ce pays depuis la guerre. Dans l'ouest de l'Allemagne, zone particulièrement affectée par les inondations subites causées par des pluies diluviennes, le nombre de victimes a augmenté à au moins 81, selon la police. «Je crains que nous ne voyions toute l'étendue de la catastrophe que dans les prochains jours», a prévenu jeudi soir la chancelière Angela Merkel, en visite à Washington.

La Belgique, avec au moins 15 morts selon un nouveau bilan hier, le Luxembourg et les Pays-Bas, où plusieurs quartiers de Maastricht ont dû être évacués, ont également durement été touchés par les intempéries en Europe, qui ont à ce stade fait au moins 96 morts.

Mais c'est l'Allemagne qui paie le tribut le plus lourd avec au moins 81 morts, selon le der-

nier bilan. En Rhénanie-Palatinat, une des régions les plus touchées, le nombre de décès recensés est passé hier matin de 28 à 50. Et le bilan est probablement appelé à grimper en raison du nombre de personnes toujours portées disparues. Près de Cologne, de nombreuses personnes étaient portées disparues et «plusieurs morts» recensés hier matin après un glissement de terrain consécutif aux crues, selon une porte-parole du district. Rien qu'en Rhénanie-Palatinat, les autorités ont indiqué être toujours sans nouvelles de 1 300 personnes dans le canton le plus frappé, celui de Bad Neuenahr-Ahrweiler, ce qui pourrait toutefois être lié aux perturbations téléphoniques. Concrètement, «nous tablons encore sur 40, 50 ou 60 disparus et quand vous avez des personnes qui n'ont pas donné signe de vie depuis tant de temps (...) on doit craindre le pire», a déclaré son ministre de

l'Intérieur, Roger Lewentz. Il doit en plus continuer à pleuvoir dans certaines régions de l'ouest du pays. Et le niveau du Rhin et de plusieurs de ses affluents monte dangereusement. Près d'un millier de soldats ont été mobilisés pour aider aux opérations de secours et de déblaiement dans les villes et villages, qui tous offrent le même spectacle de désolation : rues et maison sous les eaux, voitures renversées, arbres arrachés. De nombreux quartiers restaient en outre hier coupés du monde. «Je n'ai jamais rien vécu de tel dans ma vie, absolument jamais. C'est une rivière en furie», témoigne sur la chaîne locale WDR Winfried Köller, secouru à Hagen par les pompiers alors qu'il était pris au piège dans sa voiture. Dans cette ville de Rhénanie du nord-Westphalie, des cours d'eau sont sortis de leur lit et ont dévasté une partie de la localité. «Vous voyez ça à la télévision, mais quand vous le vivez vous-même, c'est vraiment inimaginable», abonde Achmed Hagneveitch.

Non loin, Sebastian Kiefer est en train d'aider à protéger la devanture d'un restaurant avec des sacs de sable : «C'est fou



PH. > D. R.

quand on pense à la puissance de l'eau et à toutes les choses qui sont emportées... Les poubelles, les pierres, les rochers», dit-il à WDR. A Ahrweiler, plusieurs maisons se sont littéralement effondrées. Sous les décombres, la ville donne le sentiment d'avoir été victime d'un tsunami. «C'est une catastrophe unique d'une ampleur sans précédent», assène Gerd Landsberg, directeur général de l'association allemande des villes et municipalités. «À en juger par les dégâts, des milliards d'euros sont en jeu», chiffre-t-il.

Ces intempéries ont placé la question du réchauffement climatique au centre de la campagne électorale, qui bat son plein en Allemagne en vue du scrutin législatif du 26 septembre au terme duquel Angela Merkel quittera le pouvoir.

Une atmosphère plus chaude retient en effet davantage d'eau et peut provoquer des précipitations d'extrême intensité. Celles-ci peuvent avoir des conséquences particulièrement dévastatrices en zones urbaines, avec des cours d'eau mal drainés et des constructions en zone inondable. M. M.



Commentaire

Ingérence

Par Fouzia Mahmoudi

Ceux qui imaginaient que l'arrivée de Joe Biden dénouerait instantanément la crise avec Téhéran semblent s'être fait des illusions, car aujourd'hui, plus de six mois après le début de sa présidence, le dirigeant démocrate a été incapable de tenir sa promesse de reprise de l'Accord sur le nucléaire iranien dont était sorti Donald Trump en 2018. Non seulement cette promesse n'a pas été tenue, pour le moment en tout cas, il semblerait surtout que les relations avec la République islamique soient toujours aussi mauvaises et tendues. L'Iran accuse en effet aujourd'hui les États-Unis d'«ingérence» dans les affaires intérieures de Cuba, après des manifestations sans précédent dans l'île caribéenne, dirigée par les communistes et qui fait l'objet de sanctions américaines depuis des décennies. Les manifestations ont éclaté spontanément dans plusieurs villes dimanche, alors que Cuba traverse sa pire crise économique depuis 30 ans, avec des pénuries chroniques d'électricité, de nourriture et de médicaments. «Alors que les États-Unis sont principalement responsables des nombreux problèmes du peuple cubain, ils expriment maintenant leur soutien aux manifestations à Cuba», a dénoncé, dans un communiqué, le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Saeed Khatibzadeh. Il accuse Washington, ennemi juré de Téhéran, de «chercher à s'ingérer dans les affaires intérieures du pays». L'Iran, également sous le coup de sanctions américaines, «exprime sa solidarité avec le peuple et le gouvernement de Cuba», a-t-il ajouté. Un homme est mort et plus d'une centaine de personnes, parmi lesquelles des journalistes indépendants et des opposants, ont été arrêtées à Cuba pendant les manifestations. Certaines étaient toujours détenues mardi, selon des militants et des observateurs. La Havane, sous sanctions américaines depuis 1962, a imputé ces manifestations de mécontentement à Washington, qui poursuit une «politique d'étranglement économique pour provoquer des troubles sociaux». Depuis la révolution iranienne de 1979 qui a renversé le régime pro américain du Shah Mohammad Reza Pahlavi, l'Iran et Cuba se sont régulièrement soutenus diplomatiquement, la République islamique condamnant l'embargo américain contre l'île et La Havane défendant le droit de l'Iran au nucléaire civil. Il semblerait ainsi que pour le moment, loin de chercher à apaiser ses relations avec Washington, Téhéran continue à se poser en opposant acharnée de la Maison-Blanche quitte à mettre encore un peu plus en péril le retour américain dans l'Accord de Vienne. Aujourd'hui, alors que la pression sur les Iraniens est toujours plus forte, ces derniers étant accusés, notamment par les Européens, de ne pas fournir les efforts nécessaires pour montrer patte blanche aux Américains, la République islamique continue de provoquer la Maison-Blanche, rendant la perspective d'un règlement rapide avec l'administration Biden encore plus difficile. F. M.

Afrique du Sud

La violence «provoquée et planifiée», accuse le président

Les troubles et les pillages en Afrique du Sud «ont été provoqués, il y a des gens qui les ont planifiés et coordonnés», a accusé, hier, le Président sud-africain Cyril Ramaphosa, à Duban, port de la région du Kwazulu-Natal (est) où les violences ont éclaté il y a une semaine. «Nous allons les poursuivre. Nous en avons identifié un bon nombre, nous ne permettons pas l'anarchie et le chaos dans le pays», a-t-il ajouté, alors que la police enquête sur 12 personnes soupçonnées d'être derrière le déchaînement de violence de ces derniers jours. La veille, le gouvernement avait annoncé qu'«une de ces personnes a déjà été arrêtée et la surveillance a été accrue sur les 11 autres», par la voix de la ministre de la Présidence, Khumbudzo Ntshavheni, qui avait dénoncé «un sabotage économique».

Les premiers incidents ont éclaté la semaine dernière sur le lendemain de l'incarcération de l'ex-président Jacob Zuma, condamné à 15 mois de prison ferme pour outrage à la justice. Ils se sont ensuite étendus, sur fond de chômage endémique et de nouvelles restrictions anti-Covid. Des responsables de santé sud-africains, comme l'OMS la veille, se sont dits

inquiets que les mouvements de foules récents – quand des milliers de Sud-Africains s'agglutinaient pour emporter une télé ou une paire de chaussures dans les centres commerciaux pillés – provoquant un pic de contaminations. Le pays traverse une troisième vague terriblement meurtrière, alimentée par le très contagieux virus Delta.

C'était la première visite du président – l'Oncle Cyril comme il est surnommé souvent – sur le terrain depuis le début de cette crise, une des plus sévères traversées par le pays depuis l'avènement de la démocratie post-apartheid. Il s'est dit «extrêmement préoccupé par ce qui s'est passé ici», précisant que les violences dans la province zouloue avaient fait 95 morts, quatre de plus qu'annoncé la veille, portant le bilan total à au moins 121 morts. «Les destructions nous font revenir en arrière, en termes de reprise économique», a encore regretté le président, qui a dit être resté en contact, heure par heure, avec les responsables de la province et les forces de l'ordre. «Nous aurions pu faire mieux, nous avons été débordés par la situation», a-t-il reconnu, répondant aux critiques sur l'action du gouvernement. Mais cette situation «aurait pu être bien pire, si les forces de l'ordre

n'avaient pas été au rendez-vous», a-t-il assuré. Il a promis aussi que jusqu'à 25 000 soldats, dix fois plus qu'en début de semaine, seraient bientôt opérationnels pour sécuriser le calme relatif retrouvé, plus évident à Johannesburg qu'en pays zoulou pour l'instant. A ce jour, plus de 2 000 personnes ont été arrêtées, selon le bilan le plus récent.

La situation s'arrange nettement à Johannesburg. La mégapole est «largement calme», avait affirmé dès jeudi M^{me} Ntshavheni, attribuant la diminution du nombre d'incidents au déploiement de soldats en renfort de la police. Le cœur lourd, en plein hiver austral glacial, beaucoup participent aux opérations de déblaiement des gravats, a constaté l'AFP.

Dans le KZN, en pays zoulou, «les choses s'améliorent aussi, on va vers la stabilité, mais elle n'est pas encore bien solide», a reconnu la ministre.

Les partisans de l'ex-président Jacob Zuma, outrés par son incarcération, y avaient bloqué des routes et incendié des pneus, avant que la violence – incendies, destructions et pillages – ne se propage à la région de Johannesburg, plus grande ville et poumon économique du pays.

Covid-19

La Tunisie enregistre le plus fort taux de décès en Afrique et en Méditerranée orientale

■ La Tunisie a enregistré, au début du mois de juillet en cours, le plus fort taux de décès liés au Covid-19 en Méditerranée orientale et en Afrique, a souligné l'Organisation mondiale de la santé dans un bulletin d'informations publié jeudi.



Par Kamel L.

L'OMS estime que la situation sanitaire en Tunisie demeure extrêmement préoccupante, signalant qu'entre 8 000 et 9 500 nouvelles contaminations et plus de cent décès sont enregistrés chaque jour.

Dans ce contexte, elle a fait remarquer que pour freiner la propagation du coronavirus, la

Tunisie a pris une série de mesures préventives comme l'interdiction des rassemblements et des déplacements entre les gouvernorats, soulignant, toutefois, la nécessité de bien suivre l'évolution de la situation.

Par ailleurs, l'OMS a estimé que malgré l'avancement de l'opération de vaccination relative aux personnes âgées de plus de 60 ans, le rythme demeure lent, puisque 12,7 % seulement

de la population a reçu au moins une dose de vaccin et 6 % de personnes ont été entièrement vaccinées.

L'OMS ajoute que dans certains gouvernorats, les hôpitaux travaillent sous très forte pression en raison du manque de lits, d'oxygène et même de ressources humaines, ce qui provoque l'épuisement des soignants. Dans ce cadre, elle a exprimé son engagement, avec

ses partenaires internationaux, à appuyer la Tunisie dans sa lutte contre le coronavirus en mettant à sa disposition des vaccins supplémentaires et des équipements et dispositifs médicaux.

Depuis le début de la pandémie en mars 2020, la Tunisie a enregistré 518 609 cas confirmés d'infection au coronavirus, dont 413 155 se sont rétablis et 16 845 sont morts.

Environ 4,5 millions ont réellement contracté le Covid-19

Environ 4,5 millions de personnes en Tunisie ont réellement contracté le Covid-19 depuis l'apparition de la pandémie dans le pays en mars 2020, tandis que 4 000 décès n'ont pas été comptabilisés dans le système de déclaration des décès dus à une infection par le virus, a révélé, jeudi, le directeur général de la Santé, Fayçal Ben Salah. En marge d'une séance d'audition par la commission

des affaires sanitaires et sociales à l'Assemblée des représentants du peuple (Parlement tunisien), M. Ben Salah a déclaré que le nombre réel de décès liés au Covid-19 en Tunisie s'élevait à environ 21 000.

Le ministère tunisien de la Santé a indiqué ce jeudi dans un communiqué que le taux d'incidence moyen de contamination par le Covid-19 sur le plan national était autour de 796 cas pour 100 000 habitants durant la période allant du 28 juin au 11 juillet 2021.

Les provinces de Tataouine (sud-est), Manouba (Grand-Tunis) et Nabeul (nord-est) ont affiché le taux d'incidence le plus élevé, indique le communiqué.

Selon les chiffres officiels publiés par le ministère de la Santé en date du 13 juillet, le pays a enregistré 518 609 infections au Covid-19 et 16 845 décès liés à la pandémie.

K. L.

Tunisie/BAD

60 millions d'euros pour appuyer la relance économique

La Banque africaine de développement (BAD) a accordé à la Tunisie un financement de 60 millions d'euros (environ 196,7 millions de dinars) afin de lui permettre de mettre en œuvre le Programme d'appui à la relance économique et à l'inclusion sociale.

L'information a été annoncée le 14 juillet par la BAD, suite à la réunion de son conseil d'administration. Ce financement s'inscrit dans le cadre de la contribution de la BAD à l'appui budgétaire multi-bailleurs 2020-2022 à la Tunisie. Il permettra de soutenir la dynamique de relance économique par l'amélioration du climat d'investissement, la préservation de l'emploi et la promotion de l'inclusion sociale à travers de nouveaux mécanismes de réponse aux défis sociaux, exacerbés par

la pandémie de Covid-19. Il s'agit d'améliorer l'efficacité des dépenses sociales par une rationalisation des programmes d'assistance sociale et l'adoption d'une approche plus ciblée des populations bénéficiaires, a-t-on ajouté. Quelque 2,3 millions de personnes bénéficieront de transferts sociaux améliorés et 470 000 ménages à revenu limité (titulaires des cartes de soins à tarif réduit) seront soutenus, ainsi que 260 000 autres bénéficiaires de transferts monétaires permanents auxquels s'ajouteront 400 000 nouveaux ménages non référencés, affectés par la crise. Le financement en question favorisera également le soutien de 230 000 salariés menacés par des licenciements et exposés au chômage technique, afin de contribuer à préserver leurs

emplois ou à les faire bénéficier d'une assistance sociale. Environ 1,4 million de demandeurs de microcrédit pourront être bancarisés grâce au programme, a-t-on relevé.

Dans son volet économique, le projet soutiendra l'accélération des réformes pour favoriser une relance rapide de l'économie. Il vise à lever les barrières à l'investissement, accélérer la création d'emplois et mettre en place un nouveau cadre stratégique de développement plus inclusif et plus favorable à l'investissement privé.

Il s'agira, également, d'appliquer la loi sur l'auto-entrepreneuriat et d'introduire une approche de discrimination positive en faveur de l'entrepreneuriat féminin innovant, a-t-on expliqué.

«Dans le contexte actuel de crise,

maintenir les équilibres sociaux, protéger les emplois et renforcer l'inclusion sociale sont nos plus grandes priorités pour relancer l'économie», a indiqué le DG de la BAD pour l'Afrique du Nord, Mohamed El Azizi. «*Nous le ferons en soutenant l'investissement créateur d'emplois sur l'ensemble du territoire»,* a-t-il ajouté, estimant que «*ce sont les ingrédients d'une sortie de crise réussie».*

Pour la directrice du Département du capital humain, de la jeunesse et du développement des compétences de la Banque, Martha Phiri, «*atténuer les impacts socio-économiques de la pandémie de Covid-19 et soutenir une relance économique plus durable et plus inclusive, constituent les priorités de la BAD pour aider la Tunisie à sortir de la crise».*

Libye

Dbeibah appelle le Conseil de sécurité à lutter contre les «obstructionnistes locaux et internationaux»

Le Premier ministre libyen, Abdelhamid Dbeibah, a appelé, jeudi, le Conseil de sécurité de l'ONU à s'attaquer aux «obstructionnistes locaux et internationaux» qui tendent à priver le peuple libyen d'exprimer sa volonté, estimant, par ailleurs, que «la question des mercenaires et combattants étrangers présents sur le sol libyen est l'un des obstacles les plus importants à la stabilité du pays».

Dans son discours à la réunion du Conseil de sécurité sur la situation en Libye, Dbeibah a appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à «mettre en œuvre ses résolutions successives pour lutter contre les obstructionnistes locaux et internationaux qui menacent toujours par les guerres et

les solutions militaires, et travaillent de toutes leurs forces pour priver le peuple libyen d'exprimer sa volonté». Le Premier ministre a renouvelé, à l'occasion, l'engagement du gouvernement envers le peuple libyen et le monde que «l'option d'entrer dans de nouvelles guerres entre Libyens relevait du passé, et cet exécutif ne ménagera aucun effort pour travailler, en coordination avec tous les Libyens, à s'éloigner des différences et des guerres, et commencer à construire une Libye moderne, stable, une, unie». D'autre part, M. Dbeibah a souligné que la réussite du processus politique en Libye et sa sortie de crise passe par «l'instauration du principe d'une réconciliation nationale globale», appe-

lant la communauté internationale, notamment l'Union africaine, en coordination avec les Nations unies, à «soutenir les efforts du Conseil présidentiel et du Gouvernement d'unité nationale pour ouvrir la voie de la réconciliation nationale et de la justice transitionnelle qui permettraient de rétablir la confiance et de soutenir la stabilité dans le pays». Concernant les sanctions imposées par l'ONU à Tripoli, le gouvernement aimerait, a dit le responsable libyen, rappeler au Conseil de sécurité sa promesse et son engagement à préserver les fonds du peuple libyen représentés dans les avoirs libyens gelés en vertu des résolutions pertinentes de ce Conseil. A ce propos, le dirigeant libyen appel-

le à nouveau à «apporter des modifications au régime de sanctions, de manière à permettre aux institutions libyennes concernées de gérer ces fonds, ce qui permettra d'accomplir pleinement leur travail sans aucun obstacle», invitant à cet égard le Conseil de sécurité à «apporter quelques modifications aux exceptions contenues dans sa résolution sur la question des dérogations afin que le gouvernement puisse les utiliser à des fins humanitaires, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité». Le responsable libyen n'a pas manqué d'appeler la communauté internationale à aider la Libye à unifier l'institution militaire et de sécurité et à contribuer à soutenir une stratégie de sécurité globale,

«(...) afin de renforcer la stabilité et de prévenir les menaces à la sécurité nationale, en particulier pour les pays voisins et les pays du Sahel».

Dans son discours, le Premier ministre du Gouvernement d'unité nationale a averti que «la question des mercenaires et combattants étrangers présents sur le sol libyen est l'un des obstacles les plus importants à la stabilité en Libye», affirmant devant le Conseil de sécurité l'importance de «contribuer avec les Libyens au règlement de cette question dans le respect de toutes les parties, des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, et conformément aux accords de la Conférence de Berlin».

Tahar K.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

ADE à Béjaïa

165 milliards de centimes de créances non recouvrés

L'ALGÉRIENNE des eaux a mis en œuvre plusieurs actions afin de lutter contre les consommations excessives ou le gaspillage de l'eau potable par les abonnés, notamment par ceux facturés au forfait. C'est ainsi qu'il a été procédé à la pose de 5 620 compteurs durant l'exercice en cours par 25 micro-entreprises engagées à cet effet.

Il faut rappeler que l'ADE de Béjaïa dessert 170 705 abonnés, dont 22 431 sont facturés au forfait, soit un taux de 13 % contre 14 % précédemment.

Parmi les actions également entreprises, il y a la lutte contre les piquages illicites. Il a été procédé à la suppression de 172 branchements illicites durant l'exercice en cours.

«L'unité détient un portefeuille créancier important auprès de ses abonnés. Le montant global est de l'ordre de 165 milliards de centimes», a indiqué récemment l'Algérienne des eaux (ADE) dans un communiqué de presse.

Il est réparti comme suit : les ménages représentent 47 % du total, soit 77 milliards de centimes, celle détenues sur les administrations et collectivités locales représentent 43 % du total, soit 72 milliards de centimes, celles détenues sur les Services du secteur tertiaire présentent 5 % du total, soit 8 milliards de centimes, celles détenues sur les unités

industrielles et touristiques représentent 4 % du total soit 6 milliards de centimes. Enfin, près de 2 milliards de centimes de créances travaux et prestations 1 %. Pour favoriser les recouvrements de ses créances, «l'ADE accorde des facilités aux abonnés, elle offre aussi la possibilité de payer leurs factures dans les 147 agences postales implantées à travers la wilaya de Béjaïa pour leur éviter les déplacements», a-t-elle ajouté, soulignant que «la vulgarisation de ce mode de paiement a permis d'enregistrer un taux d'évolution de 66 % de paiement par ce mode, comparativement aux périodes précédentes».

«Les abonnés peuvent aussi effectuer leur paiement par internet sur le site Internet de l'unité, en utilisant la carte bancaire et les caisses restent toujours ouvertes durant les jours de semaine et les samedis pour recevoir nos abonnés avec la prise d'un maximum de précautions lors du paiement de leurs redevances pour préserver leur santé ainsi que celle de nos caissiers», rassure-t-on. Pour les rédacteurs du communiqué, «le recouvrement de ces créances participera à l'amélioration de la prestation du service public de l'eau et l'amélioration des conditions de vie de nos chers citoyens».

Hocine Cherfa

Aéroport d'Alger

Tentative de transfert illicite de 60 000 USD déjouée

LES SERVICES de la 2^e brigade de la Police aux frontières de l'aéroport international Houari-Boumediène ont déjoué récemment, en coordination avec les services des Douanes algériennes, une tentative de transfert illicite d'un montant en devise de 60 000 USD, en possession d'un voyageur qui était sur le point d'embarquer vers Doha (Qatar), précise la même source. Le suspect «a été arrêté après la saisie de la somme à l'intérieur de ses bagages au niveau du scanner (aller), et ce, après que les ser-

vices de la Police s'étaient rendus compte du procédé fallacieux utilisé pour dissimuler le montant, en vue de tromper les mesures de fouille», lit-on dans le communiqué. «Un dossier de procédures pénales concernant l'infraction à la législation et au mouvement des capitaux de et vers l'étranger a été constitué et le mis en cause a été présenté devant le parquet territorialement compétent», conclut le communiqué.

Yanis H.

Palais de la culture

2^e édition de l'exposition et du concours des artistes autodidactes

La 2^e édition de l'exposition et du concours des artistes plasticiens autodidactes s'est ouverte jeudi à la galerie Baya, au Palais de la culture Moufdi-Zakaria à Alger, avec la participation d'une quarantaine d'artistes. Organisée sous le thème «Art autodidacte», cette manifestation, qui se poursuivra jusqu'au 25 juillet en cours, verra la présentation de belles œuvres réalisées par des artistes autodidactes ayant peint des toiles

illustrant leur vision de la vie et de l'art. Le visiteur de cette exposition découvrira des œuvres de valeur dont l'exactitude et la beauté ne diffèrent pas de celles réalisées par des diplômés d'écoles et d'instituts des beaux-arts, a déclaré Karim Sergoua, artiste plasticien et membre du jury. Le commissaire de l'exposition a estimé qu'«il n'y a pas d'artiste autodidacte, mais des artistes». Cette 2^e session du concours se veut une occasion

pour ces artistes amateurs d'exposer leurs talents et œuvres au public. Parmi les artistes présents à l'exposition, Khaireddine Khaldoun, qui concilie esthétique, beauté et simplicité dans ses œuvres, avec une préférence particulière pour la capitale Alger, ville au charme éternel très présente dans ses toiles. Prennent part à cette exposition, Kamal Nour et Khaled Rouchdi avec deux peintures à l'huile, Khadija Bouamrane avec une

toile sur La Casbah et Mihoub Ben Zerrouk, un ingénieur épris de peinture et de dessin depuis sa tendre enfance, avec une peinture intitulée «La porte du palais Mustapha-Pacha». Le visiteur pourra contempler une collection de portraits d'artistes et d'écrivains à l'effigie de Warda Al-Jazairia, El Hachemi Guerouabi, ainsi que Moufdi Zakaria et Yasmina Khadra. D'autres artistes tels que Hani Ben Sassi, Houssam Eddine

Laala et Nadia Charrak prennent part à cette exposition avec différentes œuvres. Le jury de ce concours d'arts plastiques est présidé par Djamel Larouk, directeur de l'Ecole des beaux-arts d'Alger. En sus des toiles exposées, le programme de cette manifestation comprend la réalisation de dessins en public, notamment de portraits et de peintures, ainsi que des conférences.

Racim C.

Coupure de route à cause Du manque d'eau



Covid-19 à Tizi Ouzou

Toutes les activités qui attirent du public interdites

Face à la tendance haussière des cas de contamination au coronavirus à Tizi Ouzou, toutes les manifestations culturelles et artistiques ainsi que les autres activités regroupant des foules ont été interdites jusqu'à nouvel ordre.

Par Hamid M.

Les services de la wilaya de Tizi Ouzou ont annoncé dans un communiqué que toutes les manifestations, quelles qu'elles soient, qui drainent du public et pouvant constituer un foyer de propagation du coronavirus sont interdites. Comme il a été décidé la réactivation de toutes les autres mesures préventives contre la

propagation de la pandémie dans les espaces publics et les moyens de transport, selon les termes du même document. Dans le même sillage, le wali de Tizi Ouzou, Mahmoud Djamaa, a fait état jusqu'à jeudi de 481 malades admis dans les services Covid-19, occupant ainsi 42 % des 1 145 lits réservés dans les différentes structures de santé à travers la wilaya. Le nombre de patients en réanimation était de 26, soit un taux d'occupation de 43 % des capacités mobilisées en la circonstance, selon le chef de l'exécutif qui s'exprimait sur les ondes de la radio locale. Parallèlement à cette recrudescence des contaminations, la campagne de vaccination s'intensifie dans la wilaya avec la multiplication des centres pour accueillir les personnes désirant se faire vacciner. Les citoyens sont de plus en plus nombreux à se présenter à ces points, selon les échos nous parvenant des quatre coins de la wilaya de Tizi Ouzou, jusqu'à enregistrer de longues files dans certaines

localités, notamment à Boudjima où la bibliothèque Mohia abritant le point de vaccination a été prise d'assaut dès son ouverture et n'a fermé ses portes, durant la journée de jeudi, qu'à 17h, avec des centaines de personnes vaccinées de différents âges. Par ailleurs, plusieurs manifestations culturelles et artistiques prévues ces jours-ci ont été reportées par leurs organisateurs, comme c'est le cas de la tournée du chanteur Lounis Ait Menguellet ou encore le Festival Racontarts, sans compter de nombreuses fêtes locales. Une prise de conscience quant à une situation de la pandémie dans la wilaya est de plus en plus perceptible sur le terrain, bien que certains continuent de faire fi de toutes les mesures de précaution. De nombreux cortèges de fêtes continuent d'être observés, drainant des centaines de personnes, inconscientes du risque encouru.

H. M.